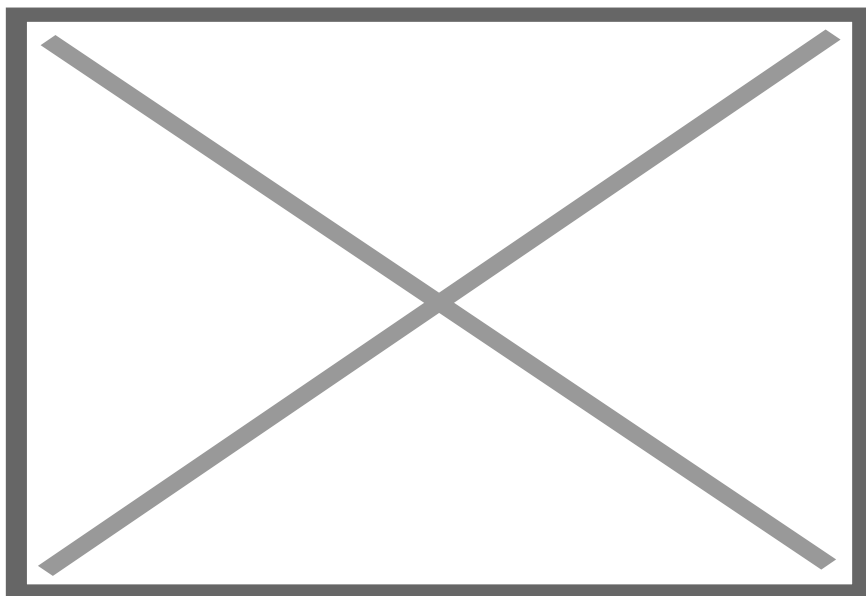


Israël «l prāt Ā imposer des amendes pour la commĀ©moration de la Nakba

Description

17 aoĀ»t 2017, par IMEMC



Les autoritĀ©s dĀ??occupation israĀ©liennes sont prĀ©parĀ©es Ā imposer des amendes importantes aux Palestiniens qui commĀ©morent lâ??occupation israĀ©lienne de la Palestine, selon un rapport publiĀ© mardi.

Un membre arabe de la Knesset a dit, selon *Jours de Palestine*, que les autoritĀ©s dĀ??occupation ont dĀ©cidĀ© de verbaliser des institutions qui louent des espaces pour des Ā©vĀ©nements organisĀ©s par des citoyens non juifs, ce que lâ??Ā?tat considĀ©re illĀ©gal.

Ā« La mesure israĀ©lienne va contre les principes les plus basiques de la dĀ©mocratie et de la libertĀ© de parole Ā» a expliquĀ© le dĀ©putĀ© Jamal Zahalkeh. Ā« CĀ??est raciste parce que cela cible des citoyens arabes et leurs institutions Ā».

Dimanche, la ministre israĀ©lienne des sports et de la culture, Miri Regev, et le procureur gĀ©nĀ©ral Avichā Mendelbit se sont rĀ©unis et sont tombĀ©s dĀ??accord sur la faĀ§on de mettre en Ā?uvre la dite Ā« Loi sur la Nakba Ā» qui est apparue pour la premiĀ©re fois en 2011.

Cette loi stipule que toute institution recevant des fonds du gouvernement aura une amende dĀ??un montant Ā©gal Ā trois fois celui des fonds reĀ§us si elle rejette IsraĀ©l comme Ā«Ā?tat juif et dĀ©mocratique Ā» ; si elle incite au racisme, Ā la violence ou au terrorisme ; si elle soutient la rĀ©sistance armĀ©e ou les attaques terroristes contre IsraĀ©l ; ou si elle commĀ©more le Ā« Jour de lâ??IndĀ©pendance dĀ??IsraĀ©l Ā»

comme le « Jour de la Nakba palestinienne ».

Israël Aujourd'hui a dit que Regev avait sollicité cette réunion à la suite de rapports sur un événement accueilli dans un théâtre de Jaffa en honneur à Basel Ghattas, ancien député de la Liste Arabe Unie, qui a été mis en examen pour avoir fait passer en douce des téléphones des prisonniers palestiniens mis au régime de sécurité.

Regev et Mendelblit, a dit le journal, sont tombés d'accord sur le fait que des violations supposées de la loi sur la Nakba par des institutions publiques seraient transmises au ministre des finances qui aurait une semaine pour répondre sur la réalité de la violation de la loi par un incident donné.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [IMEMC](#)

Tags

1. apartheid
2. association
3. colonies
4. colonisation
5. eau
6. Israël
7. nakba
8. palestine

date créée
2017/08/18